

LA RÉPUBLIQUE



5 c. le Numéro. **Organe des Intérêts du Peuple, Ecrire franco.**

Paraissant les **Dimanche, Mardi et Jeudi** de chaque semaine.

Confiance.

Nous avons la République.
Le Peuple a senti sa force.
Il est en partie armé.
La contre-révolution est donc impossible.
L'avenir est à nous!

Fermeté.

Sachons comprendre toute la profondeur du mot, République.
Soyons convaincus des droits imprescriptibles qu'il nous donne.
Réclamons sans cesse, par tous les moyens qui sont en notre pouvoir, la jouissance de nos droits.

Calme.

Le monde entier doit être et sera régénéré par notre Révolution.
Que nos ennemis du dedans et du dehors, que les aristocraties, que les trônes mêmes, en s'écroulant, admettent encore le Peuple qui sait les vaincre.

On s'abonne au Bureau du Journal, petite rue Mercière, 16, au 3^e.

Travailleurs, garde à vous!

Une réaction royaliste est impossible. Voilà qui est bien entendu, bien arrêté, bien compris par tous les démocrates.

Mais cela, qu'on le sache, n'est ni entendu, ni compris par une certaine classe de gens qui ne pourront jamais, quoiqu'on dise, se mettre dans l'idée qu'un roi est une superfétation aussi ridicule que coûteuse dans le gouvernement d'un peuple.

La principale raison de l'obstination de ces gens-là, c'est que la royauté ne pouvant exister sans entraîner à sa suite une foule de privilèges, eux, possesseurs de ces privilèges, trouvent parfaitement leur compte sous le régime de la royauté.

Nous ne sommes plus au temps du dévouement chevaleresque aux rois. Et ceux qui les veulent aujourd'hui, ne les veulent qu'en vue d'une ambition cupide et personnelle.

Ces gens, les royalistes, on peut les reconnaître et, quelque soient les ruses et les subterfuges qu'ils emploient, les désigner à l'attention du peuple.

Citoyens, quand vous verrez un homme, aristocrate hier, démocrate aujourd'hui, un de ces républicains que l'avènement de la République a fait surgir tout-à-coup, veillez-le.

Les opinions qui datent d'un jour ne peuvent être sincères.

Quand, oublieux de toute modestie, un homme se présentera devant vous et vous parlera de ses actes, de sa personne et de ce qu'il se croit et dit capable de faire au sein d'une Assemblée nationale, veillez-le.

Celui qui ambitionne quelque chose et ne sait pas s'effacer devant le fait social. Celui qui ose reporter à lui quelques actions, le plus souvent insignifiantes, sera toujours un petit Louis XIV, qui dira : « *L'Etat, c'est moi.* » Il croira avoir rempli son mandat, quand il aura obtenu quelque emploi lucratif. Et comme la royauté peut seule offrir ces emplois-là, il voudra le rétablissement de la royauté.

Quand, sans honte, un de ces hommes dont l'immoralité scandaleuse vous révolta toujours, se présentera au nom de la démocratie et vous demandera le mandat de Représentant. Quand, souillé d'adultère, d'inceste ou d'escroquerie, il oubliera assez que la République doit être pure de vices et de crimes, pour solliciter l'honneur de lui donner des lois. — Veillez-le.

Rappelez-vous toujours ces paroles du plus grand homme des temps modernes : « L'argent et les femmes : voilà deux pierres de touche pour juger les hommes politiques. »

On nous communique le projet ci-dessous, que nous insérons tout en faisant nos restrictions et en en laissant la responsabilité à qui de droit.

Moyen d'amener bientôt la fin de la crise financière.

Tout le monde se plaint et se lamente au sujet de la suspension des travaux, et au premier abord on serait tenté de croire, ainsi que des gens malintentionnés aiment à le dire, que la République doit s'affaïssir sur elle-même et devenir de jour en jour plus impossible. Mais que l'on se

rassurance, le mal est plutôt apparent que réel, et provient uniquement de la mauvaise volonté des capitalistes et des rétrogrades qui ont pour ainsi dire jeté un défi à la masse de la nation; de pouvoir se passer d'eux ou de leur Gouvernement.

Oui, barons de la finance, hommes du passé, vous voulez prouver que la République est impossible, eh bien! vous faites précisément tout ce qu'il faut pour qu'elle soit.

Merci, mon Dieu! merci!

Car vous ne comprenez pas, conservateurs aveugles, qu'en retirant vos capitaux vous mettez le peuple dans l'alternative de vous *dépouiller* ou de *se passer de votre argent*, et que dans l'un ou l'autre cas, la République ne sera que plus fermement assise.

Il y a cinquante ans, on vous eut dépouillé comme on a dépouillé *les nobles* vos devanciers, mais aujourd'hui que l'on est en *progress* on se *passera de vous* et vous n'aurez pas même la satisfaction de pouvoir crier au martyre.

Voici un moyen, parmi plusieurs, d'atteindre ce but :

1° Décréter l'association de chaque corps d'état pour arriver à l'association intégrale de tous.

2° Prohiber la circulation de l'argent au-dessus des pièces de *deux francs*.

3° Créer immédiatement des billets de banques depuis *dix francs* jusqu'à *cent francs*, pour l'équivalent du numéraire en circulation et du papier (lettres de changes, billets à ordre, etc.) que chaque négociant créait pour son crédit.

4° Refondre toutes les pièces de cinq francs pour les convertir en monnaie de 25 c., 50 c., 1 franc et 2 francs.

L'or aura toujours son cours, mais il n'y aura que des pièces de *dix francs* et de *vingt francs*.

5° Faire saisir aux frontières et aux barrières des villes tout numéraire et lingot en or ou en argent qui tenterait de sortir de France sans l'autorisation expresse du Gouvernement Républicain.

Maintenant si l'on demande comment ce papier monnaie pourra entrer dans la circulation générale et vivifier directement ou indirectement toutes les industries, je répondrai :

1° Tous les employés du Gouvernement seront payés ainsi.

2° Tous les travaux publics seront exécutés par ce moyen.

3° Une banque nationale et des comptoirs communaux, seront établis par l'*Etat* sur cette base.

4° Enfin, l'on pourra, par ce procédé, réaliser l'acquisition définitive de l'exploitation de toutes les mines : de *houilles*, de *fer*, de *cuivre*,

etc., des *canaux*, des *chemins de fer*, et le transport exclusif des marchandises par la République, c'est-à-dire par tous, au profit de tous.

Dès lors, tout se simplifie, l'abolition des monopoles industriels devient facile, sans injustice; les vides énormes produits par l'exagération du crédit des particuliers se combient comme par enchantement, *toute la nation est liée à l'Etat*, et l'association universelle arrive d'elle-même à l'ordre du jour.

Ce système d'ailleurs n'a rien de bien extraordinaire, car il est déjà pratiqué, quoique bien imparfaitement dans plusieurs gouvernements, et c'est grâce à lui que le czar a pu récemment placer cinquante millions en espèces à notre Banque, et que nos voisins d'outre-mer se soutiennent malgré leur infâme organisation manufacturière et le chiffre énorme de leur dette publique.

RENAUD,

membre du Comité de l'organisation du travail.

AUX RICHES.

La grande crainte, ou le grand prétexte de l'aristocratie, à l'heure qu'il est, c'est l'idée communiste. S'il y avait moyen de rire dans un temps si sérieux, cette frayeur aurait de quoi nous divertir. Sous ce mot de Communisme, on sous-entend le peuple, ses besoins, ses aspirations. Ne confondons point : le peuple; c'est le peuple; le communisme, c'est l'avenir calomnié et incompris du peuple.

La ruse est ici fort inutile; c'est le peuple qui vous gêne et vous inquiète; c'est la République dont vous craignez le développement. C'est le droit de tous que vous ne supportez pas sans malaise et sans dépit. Un peu de réflexion vous remettrait pourtant l'esprit. La conquête que le peuple a faite de son droit vous arrache-t-elle donc des mains le droit que vous exercez? Vous croyez-vous sous le régime de la Terreur? Avons-nous demandé la tête du roi, de la reine, des princes et princesses? Avons-nous rasé les châteaux, persécuté les prêtres? Demandons-nous la loi agraire?

D'ailleurs, outre que les fatales nécessités du passé n'existent plus et qu'il serait impolitique de faire des victimes, vous nous outragez, vous nous calomniez, vous vous rabaissez vous mêmes, si vous niez que, depuis plus d'un demi-siècle, nous ne soyons pas devenus plus humains, plus sages, plus éclairés, plus religieux. Prenez garde, la peur que vous avez nous prouve peu de confiance en vous-mêmes; et si vous méconnaissiez le progrès que nous avons pu faire, vous révélez que vous n'en avez fait aucun.

Cependant le temps a marché pour nous. A

moins que vous ne regrettiez la violence et la tyrannie, vous n'avez pas le droit de supposer gratuitement que nous les regrettons.

Vous voilà donc épouvanté d'un fantôme créé par une panique dont tout Français devrait rougir, car la France est vaillante, héroïque; ses femmes et ses enfants mêmes sont des soldats intrépides. Voulez-vous donc que le peuple dise que vous n'avez pas le cœur français, et que la possession des richesses rend poltron et visionnaire?

Ce fantôme que vous n'osez même pas regarder en face, il vous plaît de l'appeler *Communisme*. Vous voilà terrifiés par une idée, parce qu'il existe des sectes qui croient à cette idée, parce que c'est une croyance qui doit un jour se répandre et modifier peu à peu l'édifice social. En supposant que son triomphe soit prochain, savez-vous que si vous lui montrez tant de coura-dise ou d'aversion, si vous mettez vos mains devant vos yeux pour ne pas le voir, de même que si, vous armant de résolution, vous provoquez contre lui des haines aveugles, vous allez lui donner une importance, un ensemble, une lumière qu'il ne se flatte pas encore de posséder? Vous êtes toujours les hommes d'hier, vous croyez toujours que c'est par la lutte hostile et amère que vous pouvez sauver votre opinion. Vous êtes dans une erreur inconcevable. Vous ne voyez donc pas que l'égalité, à laquelle vous avez droit comme le peuple, ne s'établira que par la liberté? J'invoquerais aussi la fraternité, si je pouvais croire qu'il existât parmi vous un cœur assez desséché pour que ce mot ne portât pas en lui-même toute sa définition, la santé de l'âme.

Georges SAND.

ELECTIONS.

Pendant qu'on discute dans les sociétés populaires, le Gouvernement provisoire agit.

Toutes les questions importantes sont aujourd'hui tranchées :

L'élection directe est le mode adopté.

Tout citoyen âgé de vingt-et-un ans est électeur.

Tout citoyen âgé de vingt-cinq ans est éligible.

Les électeurs se réuniront au chef-lieu de canton, et chacun devra déposer dans l'urne électorale un bulletin contenant autant de noms qu'il y aura de députés à nommer pour le département.

Dans le département de la Seine, par exemple, chaque citoyen devra porter trente-quatre noms sur son bulletin de vote.

Quels que soient nos regrets d'une décision

dont la promptitude fait craindre qu'elle n'ait peut-être pas été examinée avec toute la maturité nécessaire, nous comprenons les embarras du Gouvernement provisoire, et nous ne voulons pas plus y ajouter en cette occasion que nous ne l'avons fait dans les questions qui touchent au travail.

Il ne nous reste qu'une chose à faire : c'est d'agir dans les élections de façon à ce que tout ce qui s'est fait ne soit pas une déception à ajouter à tant d'autres.

Si le peuple n'est pas représenté dans l'Assemblée nationale, la Révolution de février n'aura été qu'un changement de ministère.

Il faut donc que des députés choisis parmi les travailleurs aillent défendre la constitution nouvelle, nos sentiments et nos intérêts, qui seraient encore une fois méconnus et sacrifiés sans cela.

Il faut des hommes du peuple à l'Assemblée constituante, pour qu'elle ait au plus haut degré l'énergie du sentiment national et patriotique.

Il en faut aussi pour que les questions d'économie politique aujourd'hui soulevées reçoivent une solution conforme à la justice et à l'intérêt de tous.

Si animés de bonnes intentions qu'on les suppose, les radicaux bourgeois ne savent pas comme les ouvriers les difficultés d'une bonne répartition des produits du travail. Ils vont, en théorie, au-delà du possible; en fait, ils sont en arrière du juste; et la preuve, c'est que les prud'hommes, l'obligation du livret et les lois sur les coalitions existent encore.

Donc, tous les ouvriers se doivent à eux-mêmes et à la cause du travail de porter aux élections des candidats choisis surtout parmi eux, après avoir toutefois assuré l'élection de tout les chefs des écoles socialistes qui n'auraient pas de chances suffisantes d'être élus dans les départements.

Cela ne veut pas dire que ces candidats seront tous élus. Mille influences diversées en écarteront malheureusement la plus grande partie.

Qu'on y réfléchisse : Paris et Lyon sont à peu près les seules villes, en raison de leur agglomération industrielle, dans lesquelles les ouvriers puissent espérer faire passer quelques-uns de leurs candidats; les départements agricoles fourniront généralement des notabilités bourgeoises prises dans le barreau, la magistrature, le commerce, etc.

L'élément bourgeois dominera dans l'Assemblée constituante; cela est hors de doute pour tout le monde : à nous de faire que l'élément populaire y soit représenté, ne fût-ce que par quelques hommes.

Pour obtenir si peu que ce soit, on sait qu'il faut demander plus.

(Extrait de l'*Eclaireur*, publié par PIERRE-LEROUX.)

Les jardiniers de Loyasse nous adressent une réclamation qui nous semble juste, et que nous nous empressons d'insérer.

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

Citoyen Rédacteur.

Les décrets arbitraires conçus et promulgués sous le régime de la royauté ne sont pas tous encore tombés avec le sceptre.

Jadis, les jardiniers avaient un droit égal à travailler au cimetière de Loyasse. Les propriétaires de terrains choisissaient à leur gré le jardinier qu'ils voulaient employer à l'entretien des jardins tumulaires.

Par un arrêté municipal, bien digne de l'ex-mairie, le travail du jardinage fut donné en monopole à un individu, au mépris des droits égaux de tous, et au détriment même de l'intérêt de la ville.

Les soussignés pensent que le privilège doit disparaître entièrement, et que le maintenir sous une forme quelconque, c'est mentir à la devise républicaine : Liberté, Égalité, Fraternité.

Pour leurs concitoyens et confrères :

ROSARD et PAPIER,
jardiniers.

Citoyen Rédacteur,

Les ouvriers tailleurs de la ville de Lyon ont recours à votre journal, pour relever quelques erreurs insérées dans le *Censeur*, du 25 mars.

Tout en paraissant prendre l'intérêt des ouvriers tailleurs, le Rédacteur de cette feuille se laisse aller contre eux à des assertions complètement fausses.

M. le Rédacteur du *Censeur* n'entend rien à l'industrie sur laquelle il parle. Les ouvriers tailleurs avec 20 fr. de façon pour les tuniques ne gagneront pas 5 ou 6 fr., comme il le dit. Un ouvrier habile, en travaillant 12 heures par jour, peut faire une tunique bien confectionnée en 6 jours et non en 4. Sur les 20 fr., il lui faut retrancher au moins 1 fr. 50 c. pour les petites fournitures, autant pour le charbon, autant pour l'huile, reste donc 15 fr. 50 c., au lieu de 20 fr.; lesquels 15 fr. 50 c., divisés par 6, donnent une journée de 2 fr. 58 c. environ. On peut demander plus sans être d'une exigence excessive.

Quant au mot de *coalition* qu'emploie le

Censeur, il n'est bien placé que dans la bouche d'un procureur du roi, quand il y a un roi. Dans la République, cela ne se comprend pas parfaitement.

Le rédacteur du *Censeur* veut donner une leçon de Fraternité aux ouvriers tailleurs; mais il devrait bien savoir que ce qu'il nomme improprement une coalition, est le résultat de la fraternité unissant les ouvriers qu'il sermonne.

Nous prions donc le *Censeur* de s'informer mieux une autrefois lorsqu'il voudra parler de choses qui ne sont point de sa compétence.

Pour les ouvriers tailleurs :

GROBEL, GERMAIN.

CHRONIQUE.

L'infatigable carillonneur du régime passé, ose, dit-on, se représenter aux élections du département du Rhône. L'illustre Sauzet a retourné casaque. Il brûle aujourd'hui, pour la République, de feux semblables à ceux qui le consumaient sous la dynastie. S'imaginerait-il, par hasard, *réobtenir* la présidence. Pourquoi pas? par le temps qui court, nous entendons et voyons des prétentions si singulières.

— Le Révérend père Lacordaire sollicite l'honneur de représenter la nation. A cela nous n'avons qu'une chose à répondre. Il y a un an à peine, le R. P. soutenait en chaire qu'il y avait deux humanités, l'humanité riche et l'humanité pauvre. Il soutenait aussi que le plus grand bonheur du peuple c'était de manquer de tout sur cette terre, cela étant, pour le peuple, un moyen certain de gagner le ciel.

Que ceux qui ont des oreilles entendent.

DÉSINTÉRESSEMENT D'UN PRÊTRE. — Le curé de la Guillotière, connu pour ses antécédents, vient de donner une nouvelle preuve de ses vertus évangéliques.

On a arrêté un tombereau chargé de vases sacrés et de toutes les pièces d'orfèvrerie servant au culte.

Nous attendons des renseignements détaillés sur le curé. Nous tiendrons nos lecteurs au courant de tout ce qui nous parviendra.

— Le général de division Cavaignac, gouverneur-général de l'Algérie, a été nommé ministre de la guerre, en remplacement du général Subervic, nommé grand chancelier de la Légion d'Honneur.

Le Rédacteur-Gérant, Ad. BERTEAULT.

Lyon. — Imp. et Lith. veuve Ayné, gr. r. Mercière, 44.